

CAHIER
SPÉCIAL

L'ÉNERGIE

L'industrie pétrolière montréalaise pourrait rallumer ses flammes

« **L**e Québec devrait sérieusement songer à utiliser le pipeline Sarnia-Montréal en sens inverse. Il pourrait ainsi importer davantage de pétrole brut ou de produits raffinés, et développer les marchés de

l'Ontario et du Nord-Est américain. C'est ça la globalisation. » **Antoine Ayoub**, professeur à l'Université Laval et réputé expert des enjeux pétroliers, croit

donc que le Québec, et en particulier « la zone sinistrée de Montréal-Est », pourrait ainsi renaître et jouer le rôle de plaque-tournante qui lui était jadis dévolu, en matière de produits pétroliers.

« Le gouvernement fédéral a permis le développement des ressources pétrolières de l'Ouest canadien en s'assurant que le pétrole étranger, qui transitait par le Québec, n'envahisse pas le pays.

« On a alors scindé le marché par la mise en place de la *ligne Borden*. Ce qui a empêché l'industrie pétrolière de Montréal de se développer comme elle aurait pu. »

La déchéance du pétrole canadien

On constate aujourd'hui que, prix oblige, le pétrole canadien ne contribue plus que de façon marginale aux approvisionnements de pétrole brut du Québec, après avoir constitué, au

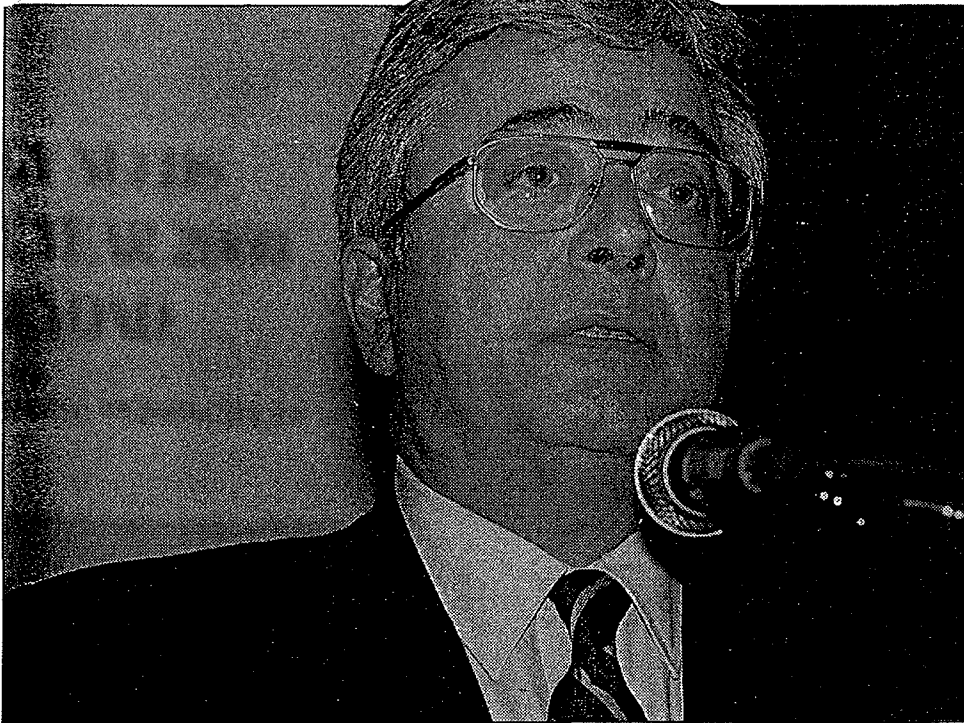
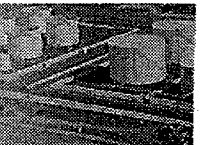


Photo : Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

Antoine Ayoub : « Le Québec devrait sérieusement songer à utiliser le pipeline Sarnia-Montréal en sens inverse. »



début des années 1980, son premier fournisseur.

Les gisements de la mer du Nord (Royaume-Uni et Norvège) se veulent en effet le principal fournisseur du Québec avec 58,6 % des approvisionnements totaux du secteur québécois du raffinage, en 1993. L'Amérique (Mexique et Vénézuéla essentiellement) maintient sa part à 15,6 %.

Les achats effectués en Afrique représentaient 14,9 %, comparativement à 5,4 % en 1992.

Le reste du pétrole brut importé est acheté du Moyen-Orient (6,4 %) et... de l'Ouest canadien (2,8 %). Là où, semble-t-il, il n'y a presque plus de découvertes et où les sources pourraient se tarir d'ici une dizaine d'années.

Écho favorable du côté de l'industrie

L'industrie pétrolière voit l'option évoquée par le professeur Ayoub d'un bon oeil et y fait écho. « Les raffineries de Montréal auraient une position privilégiée par rapport à celles de Sarnia.

« Cela pourrait favoriser le développement d'un complexe de raffinage auquel pourrait se greffer une industrie pétrochimique », mentionne René Migliarina, vice-président, division du Québec, de l'Institut canadien des produits pétroliers.

« Oui, nous prônons également cette idée. L'Ontario devrait effectivement être approvisionné par le Québec », souligne, catégorique, Jacques Viau, directeur des affaires publiques chez Petro-Canada (MTL, PCA, 13,50 \$), dont la raffinerie de Montréal s'approvisionne du Mexique et du Vénézuéla en passant par le pipeline de Portland.(PT)

Soquip veut fournir des *services énergétiques globaux*

Actuellement, les activités d'exploration en hydrocarbures au Québec sont concentrées dans les Basses-Terres du Saint-Laurent ainsi qu'en Gaspésie. Dans les Basses-Terres, la compagnie Intermont a poursuivi en 1993, à titre de partenaire économique d'un consortium, les préparatifs en vue du forage d'un troisième puits profond.

Aussi, au cours des prochaines années, les investissements devraient être concentrés dans ces deux régions.

Du côté de la société d'État **Soquip** (Société québécoise d'initiatives pétrolières), on s'exerce principalement à orienter et à soutenir les activités ainsi que les initiatives de mise en valeur des ressources en hydrocarbures. La géologie du Québec ne regorgeant pas en cette matière de ressources aussi abondantes que les ressources hydrauliques, le mandat de la société a donc évolué au fil des ans.

Le nouvel ordre énergétique

« On assiste à un nouvel ordre énergétique, qui est désormais continental et déréglementé. Or Soquip doit s'intéresser à la fourniture de services énergétiques globaux », souligne **Sophie Brochu**, vice-présidente, développement, de Soquip.

Les pays industrialisés sont aujourd'hui moins dépendants non seulement du pétrole comme source d'énergie, mais aussi des pays qui le produisent et l'exportent. La structure du marché a ainsi beaucoup changé. Elle a notamment modifié le rôle de l'OPEP,

et permis au pétrole de se transiger sur certains marchés boursiers (spot, à terme, à option), souligne **Antoine Ayoub**, professeur à l'Université Laval.

« La hausse successive des prix au cours des années 1970 et 1980 a incité les sociétés pétrolières à explorer et à trouver du pétrole ailleurs que dans la zone OPEP, soit dans plusieurs pays africains, asiatiques et latino-américains. Ce qui constitue un facteur important dans l'équilibre du marché. »

Puis, la multiplication des innovations technologiques dans le secteur de l'exploration a eu comme résultat tangible la baisse du coût moyen du baril, et la récupération secondaire des puits. Comme en témoigne la mise en oeuvre de la technologie des forages horizontaux qui s'est traduite, chez **Shell** (MTL, SHC, 43,12 \$) par exemple, par une hausse marquée de la production des champs pétrolifères canadiens arrivés à maturité.

Et l'avenir ?

Mais que réserve l'avenir ? « L'air du temps est à la privatisation. Qu'on pense à **Pemex** au Mexique ou à **PetroBraz** au Brésil. Puis, il y a l'ouverture de l'ex-Union Soviétique qui recèle des perspectives d'exploration et de production immenses. Le pétrole demeure toujours une denrée stratégique et politique. La levée de l'embargo sur l'Irak, par exemple, pourrait avoir une influence sur l'offre et les prix », souligne M. Ayoub, en précisant que le prix du baril de pétrole, dans une perspective de cinq ans, devrait se maintenir au niveau actuel. (PT)